

# La start-up experte en vidage

L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris fait appel à N  
une boîte privée installée dans ses locaux, pour accélérer la so

**C**OMMENT faire fonctionner les hostos avec moins de fric et moins de personnel ? Simple : il suffit de mettre les malades dehors au plus vite. Pour faire tourner cette belle mécanique à plein régime, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris a conclu un contrat avec une start-up, Noé Santé, d'un montant de 960 000 euros. Le privé, y a que ça de vrai, comme dirait McKinsey ! Accueillis à bras ouverts, les salariés de cette jeune pousse ont même installé leurs bureaux... dans les locaux de l'Assistance publique, à Cochin ou Pitié-Salpêtrière. Chargé d'« accompagner le retour à domicile des patients », Noé Santé vante, sur son site Internet, « un dispositif » permettant aux établissements d'« optimiser la durée moyenne de séjour des patients ». Et, surtout, de la raccourcir !

Pour gérer l'hospitalisation à la maison des malades, Noé Santé planifie la venue à leur chevet de kinés ou d'infirmières. De quoi faire bondir les assistantes sociales de l'AP-HP. « Organiser le retour à domicile, c'est notre travail », dénonce l'une d'elles. Contrairement à cette start-up, on fait d'abord une évaluation visant à savoir si les patients sont suffisamment entourés. Si ce n'est pas le cas, pour le portage des repas, on cherche en priorité les services gratuits mis en place par les mairies ou les départements, alors que Noé Santé, elle, se tourne vers des acteurs privés. »

La direction de l'AP-HP, de son côté, vante un service « complémentaire » au travail des assistantes sociales. C'est oublier qu'il existe déjà des services (publics) d'hospitalisation à domicile. Dépendant de l'as-



surance-maladie, le Prado organise une partie des retours au foyer. En 2020 et en 2021, l'AP-HP avait également mis en place des cellules internes pour mieux organiser ces retours... avant de sous-traiter le boulot à ce Deliveroo du soin à domicile. Lancée discrètement, en août 2021, dans le service orthopédie de Pitié-Salpêtrière, l'« expérimentation » a été élargie, en janvier, à cinq autres établissements, comme Cochin, Avicenne et Lariboisière.

## Evacuation urbi et Orbis

Payée 4 000 euros par mois et par établissement (soit 24 000 euros par mois pour les six premiers hostos, puis 40 000 euros par mois pour dix hostos, etc.), la start-up touche encore une prime de 150 euros « par patient foutu dehors, pardon, accompagné à domicile », ironise un toubib.

Le montant maximum du contrat - 960 000 euros - ne sera sans doute pas atteint, s'empresse de préciser la direction des hôpitaux parisiens, « au vu de l'activité actuelle ». Au vu, surtout, de la levée de boucliers...

« Cette start-up a même accès au logiciel Orbis de l'AP-HP, qui contient tout le dossier médical des patients, c'est déliantant ! » dénonce Force ouvrière. Si la direction confirme l'info, elle assure que tout est dans les clous grâce à un « accord RGPD » (protection des données) conclu avec son prestataire. Pas de quoi rassurer. « En accordant à Orbis, explique un cadre hospitalier, Noé Santé sait, par exemple, que tel patient fume. C'est plus que gênant alors que cette start-up travaille par ailleurs pour des mutuelles et assureurs complémentaires. »

Elle ne livre quand même pas les clopes à domicile ?

Isabelle Barré

# De nouvelles armes atomiques US

Plusieurs Etats du Vieux-Continent pourront les utiliser, sous contrôle américain, et

**J**OE BIDEN et le Pentagone prévoient de faire participer certains Etats européens à leur nouvelle conception de la dissuasion nucléaire face à Moscou. Le 12 avril, Jessica Cox, la directrice de la politique nucléaire de l'Otan, en a défini les grandes lignes lors d'un séminaire tenu à huis clos par le cercle de réflexion Advanced Nuclear Weapons Alliance Deterrence Center.

L'importance d'une telle révision de la stratégie américaine en Europe n'a pas échappé aux attachés militaires français en poste à Washington. Lesquels, grâce à leurs contacts au Pentagone, ont pu obtenir les informations qu'ils ont transmises à l'Élysée via l'état-major des armées. A savoir : une nouvelle arme nucléaire - la B-61 Mod 12 -

acheté des avions F-35 américains pourront l'utiliser contre un agresseur, sous le strict contrôle du Pentagone.

Macron, qui, récemment encore, rêvait d'une « Europe de la Défense » un tant soit peu autonome, devra se faire une raison.

## Prélude au feu nucléaire

Bombe tactique, la B-61 possède une puissance nettement inférieure à celle qui, en quelques secondes, a détruit Hiroshima en 1945. Et l'avion de combat F-35, que de nombreux Etats européens ont acheté, sera rendu apte à transporter cet engin nucléaire vers les cibles prévues. Quelque 150 exemplaires de ce « tandem aéroporté » seront basés, en premier lieu, en Allemagne.

« internationale », cette association à la version américaine de la dissuasion sera proposée à la Pologne, au Danemark et à la Norvège. Voilà qui devrait rassurer les pays voisins de la Sainte Russie sur la détermination des Américains à les défendre, au cas où...

Le Pentagone a d'ores et déjà engagé un crédit de 484 millions de dollars pour préparer l'installation de ces armes nucléaires et leur stockage en toute sécurité dans les pays concernés. Sans rapport direct avec ce qui précède, une autre somme de 55 millions de dollars est prévue pour aménager, l'année prochaine, une base aérienne à Kuçova, en Albanie, pays membre de l'Otan, comme la Croatie et le Monténégro voisins.

directement plusieurs Etats européens, vient s'ajouter la récente décision de créer des bases militaires américaines dans les trois Etats baltes, ainsi qu'en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie et en Slovaquie, comme l'a annoncé la semaine dernière le « Le Canard ». A en croire les stratégies de Washington, n'est qu'une façon de répondre à Poutine, qui a menacé de faire usage de ses armes nucléaires si les Occidentaux n'arrivent pas à régler le conflit ukrainien. Devant les gageaient un peu trop agressifs de l'Ukraine. Devant les rumeurs, il a même fait plus d'un pas vers la diplomatie. Le ministre de la Défense et

Des livraisons